

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Tunisie & Libye

Une publication du SER de Tunis
Semaine du 26 février 2024

LE CHIFFRE A RETENIR

520M USD

L'enveloppe de financements de la Banque mondiale prévus en 2024 pour la Tunisie

Tunisie

Le Premier ministre tunisien a rencontré son homologue français.

Ahmed Hachani, chef du gouvernement tunisien, s'est entretenu avec Gabriel Attal lors d'une réunion à Paris le 29 février visant à renforcer les relations bilatérales entre la Tunisie et la France. Les discussions ont principalement porté sur la promotion du partenariat bilatéral, notamment dans les domaines économique et financier. A cette occasion, Gabriel Attal a notamment annoncé la mobilisation de Cap Franceexport, dispositif de réassurance publique à l'export mis en œuvre par Bpifrance, afin de soutenir l'exportation de céréales françaises vers la Tunisie. Les premiers ministres ont également échangé sur la mise en œuvre du mémorandum d'entente conclu en juillet dernier 2023 entre la Tunisie et l'Union européenne visant à renforcer la coopération économique et migratoire.

La ministre des Finances a présenté un projet d'amendement du Code des changes

Lors d'un conseil des ministres restreint organisé en début de semaine pour examiner les relations financières de la Tunisie avec l'étranger, la ministre des Finances Sihem Nemsia a présenté un projet de modernisation du code des changes. Les modifications proposées incluent notamment: la création du statut d'opérateur de change agréé, la révision du principe de résidence, la libéralisation de certains transferts et paiements financiers entre la Tunisie et l'étranger, le développement du

système de change manuel, la révision du cadre légal relatif aux pénalités et amendes. Le nouveau Code des changes prévoirait également d'autoriser les transactions par cryptoactifs. Le projet devrait être approuvé prochainement lors d'un conseil ministériel, avant d'être soumis au parlement.

Validation à l'ARP de la clôture des budgets pour les exercices 2017 à 2020

L'adoption par le parlement tunisien des projets de loi relatifs à la clôture des budgets de l'Etat pour les années 2017, 2018, 2019 et 2020 était attendue de longue date, une partie des députés regrettant que ce retard dégrade les relations avec les bailleurs internationaux et les investisseurs étrangers. De son côté, le ministère des Finances impute ce délai au parlement précédent, qui n'aurait pas organisé les séances plénières appropriées. Concernant la clôture des exercices suivants, la ministre des Finances Sihem Nemsia a affirmé son intention de réduire les délais.

La Tunisie a participé cette semaine à la 13^{ème} conférence ministérielle de l'OMC

La ministre tunisienne du Commerce et du Développement des Exportations, Mme Kalthoum Ben Rejeb a conduit la délégation tunisienne lors de la 13^{ème} conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue du 26 au 29 février à Abu Dhabi (Emirats Arabes Unis). Cette conférence, réunissant les ministres du Commerce et les délégations des 164 États membres de l'OMC, se tient tous les deux ans et représente l'instance décisionnelle suprême de l'Organisation. En marge de l'événement, Kalthoum Ben Rejeb, a indiqué avoir évoqué plusieurs sujets clés pour la Tunisie, notamment les règles commerciales dans le secteur agricole, dans un contexte de tension sur la sécurité alimentaire, la réforme du mécanisme de règlement des différends et le rétablissement de l'activité de l'instance d'appel.

La Banque de l'Habitat (BH) s'engage à financer le développement des sociétés communautaires

Quelques semaines après la BIAT, le directeur général de la BH, Wajdi Koubaa, a annoncé l'engagement de la BH (4^{ème} banque du pays en termes de crédits, 3^{ème} banque publique) à financer les entreprises communautaires et à les accompagner dans leur développement en leur fournissant une assistance technique. Cet engagement sera formalisé dans une convention cadre. Depuis la création de leur statut par décret en 2022, une centaine d'entreprises communautaires ont vu le jour, principalement dans le secteur agricole. Leur développement sur l'ensemble du territoire tunisien est une priorité de Kaïs Saïed.

La Banque Mondiale annonce un financement de 520 M USD pour la Tunisie en 2024

Au lendemain d'une rencontre avec le gouvernement tunisien, le vice-président de la Banque Mondiale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Ferid Belhaj, a annoncé la mise à disposition d'une enveloppe de financement de 520 M USD (environ 1,6 Mds TND) pour la Tunisie, sous la forme de prêts concessionnels, dans le cadre du

partenariat-pays (CPF) 2023-2027. De cette enveloppe, 220 M USD seraient destinés à des projets d'infrastructures et 300 M USD au renforcement de la sécurité alimentaire.

EDF ENR lance sa filiale en Tunisie

Le 28 février, EDF ENR a inauguré sa filiale en Tunisie en présence du PDG d'EDF ENR, Benjamin Declas, du Directeur général de l'Electricité et de la Transition Energétique au ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, Belhassen Chiboub et de représentants de l'Ambassade de France et de Business France. Spécialisée dans la création et la mise en œuvre de projets d'autoconsommation photovoltaïque, EDF ENR propose aux entreprises tunisiennes de les accompagner dans leurs stratégies de décarbonation, à travers la conception, la réalisation, l'installation et la maintenance de solutions solaires photovoltaïques. M. Belhassen Chiboub a rappelé à cette occasion la nécessité pour la Tunisie de renforcer davantage les partenariats gagnants visant le développement des énergies renouvelables pour assurer la transition énergétique dans le pays. Créée il y a 20 ans, EDF ENR, filiale d'EDF, est un acteur clé dans le déploiement de générateurs photovoltaïques en France, avec aujourd'hui plus de 80 000 installations chez les particuliers et plus de 3 000 réalisations chez les professionnels et les collectivités locales.

La ligne D du RFR sera mise en service en septembre 2024 selon le ministre des Transports

Lors d'une séance plénière au parlement, le ministre des Transports, Rabie Majidi a indiqué que les travaux d'achèvement de la ligne D du Réseau ferroviaire rapide (RFR) avaient été relancés et que la mise en service devrait se faire progressivement, courant septembre 2024. En raison d'oppositions locales au passage de la ligne D sur la place du Bardo, les travaux avaient été bloqués pendant plusieurs années. Toutefois, le Tribunal administratif a annulé, le 9 février 2024, la décision du conseil municipal du Bardo n° 5815, relative à la suspension des travaux au niveau du quartier du Bardo. Les travaux reprendront donc sur la ligne D qui reliera la capitale aux régions de Saida Mannoubia, Mellassine, Raoudha, le Bardo, Bortal, Mannouba, Les Orangers et Gobâa et qui fait partie des priorités de la Commission supérieure pour l'accélération de la réalisation des projets publics.

Signature d'un accord de don de 67 M TND entre la Tunisie et le Japon pour la construction d'une station de traitement des eaux usées à Gabès

Le 26 février, la ministre tunisienne de l'Environnement, Leila Chikhaoui Mahdaoui, et la Représentante Résidente de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), Miyata Mayumien, ont signé un accord pour la construction d'une station de traitement des eaux usées à Gabès avec l'aide d'un don du Japon d'une valeur d'environ 67 M TND (3,2 Mds de yens). Dotée d'une capacité de 6000 m³/jour, cette station de traitement des eaux usées utilisera des technologies avancées telles que le traitement par osmose inverse qui permettra de produire des eaux réutilisables à des fins industrielles. Ce projet s'inscrit dans les priorités de la Tunisie pour répondre au stress hydrique et valoriser des ressources en eau non-conventionnelles produites par l'ONAS.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, Moncef Boukthir, souligne l'importance de la coopération africaine dans le domaine nucléaire

La session de formation régionale sur la conception et l'évaluation des systèmes de protection physique des matières nucléaires qui a lieu du 26 février au 1er mars à Tunis a été l'occasion pour le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Moncef Boukthir, de souligner l'importance de la coopération africaine dans le domaine de l'Energie nucléaire. Organisée par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), en partenariat avec le Centre national des sciences et technologies nucléaires, cette formation régionale a réuni une quarantaine d'experts de 18 pays africains francophones. Outre les enjeux de formation et d'échange d'expertise, le ministre a appelé à la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire conforme aux normes internationales pour les utilisations pacifiques de l'énergie et des technologies nucléaires. La Tunisie a adhéré à l'Agence internationale de l'énergie atomique dès sa création et coopère activement avec l'agence dans le cadre de la stratégie nationale visant à développer les sciences et les technologies nucléaires.

L'OACA compte engager 5 M TND en 2024 pour dynamiser l'activité des aéroports tunisiens

Lors d'une réunion de l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP), le ministre du Transport, Rabie Majidi a annoncé que l'Office de l'Aviation Civile et des Aéroports (OACA) a prévu d'investir 5 M TND en 2024 afin de dynamiser l'activité des aéroports tunisiens et garantir leur niveau d'opérationnalité. Cette mesure s'inscrit dans l'objectif de dynamiser la création de zones industrielles et logistiques aéronautiques pour attirer le secteur privé dans les régions. Il s'agira notamment de redynamiser l'aéroport Tabarka-Ain Drahem, dont les pertes sont estimées 8,5 M TND en 2022, en raison de dépenses d'exploitation élevées liées à la volonté politique de préserver l'opérationnalité des aéroports et la politique d'exonération des redevances d'aéroports et de services de navigation aérienne, et ce malgré la baisse significative des passagers (de 65 000 en 2010 à 1000 passagers en 2016).

Tunisie - Libye

Les autorités tunisiennes ont officiellement annoncé le lancement d'une nouvelle ligne maritime reliant les ports tunisiens à ceux de la Libye

Les autorités tunisiennes ont annoncé officiellement le lancement d'une ligne maritime régulière reliant le port de Sfax à ceux de la Libye à l'Est, de l'Espagne et du Maroc à l'Ouest, dont l'ouverture est prévue en mars 2024 et qui constituera une voie principale pour les opérations d'importation et d'exportation entre les pays de la région. D'après Malek Aloui, le responsable de la société Logistica Shipping, qui opérera cette ligne, les atouts principaux de cette ligne dédiée aux conteneurs sont les prix compétitifs et la courte durée des dessertes. En effet, le voyage vers le Maroc ne durera que quatre jours, six jours pour l'Espagne, avec deux dessertes par mois au départ de Sfax. Cette annonce fait suite à la réouverture en février 2023 de la ligne maritime entre la Tunisie et la Libye, qui avait été suspendue pendant 11 ans.

Libye

Le gouverneur de la Banque Centrale de Libye (BCL) fait part de ses préoccupations face à l'accroissement des dépenses publiques

Dans une lettre adressée au Premier Ministre du Gouvernement d'Union Nationale (GUN), le gouverneur de la BCL a exprimé ses inquiétudes quant à l'augmentation significative des dépenses publiques, atteignant 102 Mds LYD/an (19,4 Mds EUR), principalement tirée par la hausse des subventions dans le secteur des carburants (61 Mds LYD à fin 2022, soit 11,6 Mds EUR). Il a souligné que l'accroissement de ces dépenses et le financement par le déficit avait entraîné une augmentation de la dette publique, une détérioration de la balance des paiements ainsi qu'un appauvrissement des réserves de change. Dans ce contexte, ce dernier a appelé à une gestion prudente des finances publiques et a mis en garde contre le souhait du gouvernement de fixer le taux de change du dollar à 1,3 LYD.

Le GSN défend la libre circulation des billets de 50 LYD, tant que le retrait initié par la BCL n'est pas formellement approuvé

Le Gouvernement de Stabilité Nationale (GSN), basé à Benghazi, a déclaré dans [un communiqué](#) que le refus de certains commerces et centres commerciaux d'accepter les billets de 50 LYD constituait une infraction pénale. Le GSN déplore la confusion qui règne dans la population après que le gouverneur de la BCL, Sadiq Al-Kabir, a annoncé envisager le retrait de la coupure de 50 LYD pour préserver le taux de change. Si le GSN a confirmé la compétence légale de la BCL à décider d'un tel retrait, il alerte sur la nécessité de respecter la procédure (délai de six mois après notification de la décision, approbation à l'unanimité), qui n'a pour l'instant pas été officiellement lancée. L'initiative de la BCL intervient au moment où la coupure de 50 LYD est l'objet

d'une contrefaçon, d'une utilisation dans des activités illégales, et d'une thésaurisation excessive, faisant peser un risque sur la stabilité de l'économie libyenne.

La NOC mène actuellement 45 projets d'investissement pour un montant total de près de 18 Mds USD afin d'augmenter sa production journalière de pétrole dans les prochaines années

Le président de la National Oil Corporation (NOC), Farhat Bengdara, a annoncé que la société avait 45 projets d'investissement en cours pour un coût total estimé entre 17 et 18 Mds USD, et qu'elle prévoyait de lancer prochainement les appels d'offres relatifs à ces projets. Ces investissements doivent permettre à la Libye de retrouver les niveaux de production des années 1970, soit environ 3,4 M de barils par jour (aujourd'hui, le pays produit environ de 1,2 M b/j). Il a également indiqué explorer des opportunités de production d'énergie solaire pour l'utilisation local et éventuellement pour l'exportation vers l'Europe.

Visite de l'Ambassadeur de France en Libye à Derna

L'Ambassadeur de France en Libye et le Chef du Service économique se sont rendus à Derna le 29 février. Ils ont été accueillis par M. Belgacem Haftar, Directeur du Fonds de Reconstruction de Derna et des zones sinistrées. L'occasion de rappeler le soutien humanitaire immédiat apporté par la France à la Libye au lendemain des inondations de septembre 2023, de faire un point sur les travaux de reconstruction engagés et d'explorer les perspectives de contribution des entreprises françaises. Le Rapid Damage and Needs Assessment publié par la Banque Mondiale, en coopération avec l'UE et l'ONU a estimé les besoins de reconstruction à près de 1,8 Md USD.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tunis

[Assia Farah Benbahria](#), [Leopold Lucquet](#), [Clara Bulteau](#)

Rédaction : SER de Tunis

Abonnez-vous : tunis@dgtresor.gouv.fr